



Co-prix Nobel de la paix

COMMUNIQUE DE PRESSE

Conférence sur les mines antipersonnel: Au Cambodge, les fonds baissent, les victimes restent

Phnom Penh, le 28 novembre 2011. La Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa, interdisant les mines antipersonnel, s'est ouverte aujourd'hui avec une centaine d'Etats à Phnom Penh, Cambodge. Ce pays reste l'un des plus pollués au monde par ces armes, alors même que les fonds de la communauté internationale pour l'action contre les mines au Cambodge ont drastiquement diminué en 2010. Cette conférence sera l'occasion de rappeler aux Etats présents la situation dramatique du pays, mais aussi plus largement de les interpeller sur leurs obligations et notamment celle de promouvoir l'universalisation du Traité d'Ottawa. En 2011, pour la première fois depuis sept ans le nombre de pays utilisateurs, tous Etats non parties au Traité d'Ottawa, a triplé. Handicap International s'alarme de l'utilisation récente de ces armes barbares qui représentent autant de nouvelles victimes potentielles.

Le Premier ministre cambodgien, Hun Sen, a annoncé officiellement aujourd'hui l'ouverture de la 11^e Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa, qui se tiendra du 28 novembre au 2 décembre à Phnom Penh. Le Cambodge est l'un des pays les plus pollués au monde par ces armes : selon le *Landmine Monitor 2011*, plus de 700 km² de territoire sont encore contaminés. Pourtant, en 2010, les fonds versés par la communauté internationale pour l'action contre les mines ont diminué de 27% par rapport à l'année 2009, passant de 33,3 à 24,3 millions de dollars. De plus, moins de 0,5% de ces fonds sont dédiés aux activités de sensibilisation des populations aux risques des mines et restes explosifs de guerre. « *C'est un montant largement insuffisant quand on sait que près d'une nouvelle victime de ces armes est recensée chaque jour au Cambodge*, explique Marion Libertucci, responsable du plaidoyer armes à Handicap International. *Cette conférence rappelle aux Etats la situation dramatique du pays afin qu'ils n'oublient pas les ravages causés par ces armes, même 40 ans après leur utilisation* ».

Une délégation de l'association sera présente à la Conférence, afin de rappeler aux Etats parties leurs responsabilités, notamment celle d'assurer la promotion de ce Traité aux Etats non parties. En 2011, au moins trois Etats non parties au traité ont utilisé des mines antipersonnel: Israël, la Libye et le Myanmar (Birmanie). Et il existe de fortes présomptions sur la Syrie, qui en aurait également fait usage. En 2009 et 2010, seule la Birmanie avait fait l'usage de ces armes. « *Ces nouvelles utilisations de mines antipersonnel sont inacceptables et particulièrement préoccupantes*, déplore Marion Libertucci. *Nous demandons aux Etats parties au traité de condamner fermement toute nouvelle utilisation des mines antipersonnel et d'entreprendre toutes les démarches possibles pour faire cesser le recours à ces armes.* » La Finlande a montré l'exemple en votant l'accession au Traité d'Ottawa le 25 novembre dernier ; nouvelle qui marque une ouverture encourageante de la Conférence. Aujourd'hui, la Pologne devient le dernier pays de l'Union européenne à ne pas avoir ratifié le Traité d'Ottawa. « *L'engagement de la Finlande doit être imité par tous les Etats non parties, afin que cesse enfin cette tragédie !* » annonce Marion Libertucci.

Plus d'informations sur : www.handicap-international.org

Contacts presse : Emilie Rolin : +855 (0)7 777 10 19
erolin@handicap-international.org

Handicap International est née en 1982 dans le camp de Khao I Dang au Cambodge, où 160 000 survivants du régime des Khmers rouges s'étaient réfugiés. Indignés par la souffrance de milliers de Cambodgiens mutilés par les mines antipersonnel qui jonchaient la frontière avec la Thaïlande, de jeunes médecins et kinésithérapeutes s'étaient engagés auprès des personnes amputées en mettant en place un projet d'appareillage. Handicap International s'est engagée en 1992 dans le combat politique contre les mines et a obtenu le prix Nobel de la paix en 1997 en tant que membre de ICBL. L'association est toujours active sur le terrain et a diversifié son champ d'action en menant des activités de déminage, des sessions d'éducation aux risques des explosifs de guerre auprès des populations menacées, mais également des projets d'insertion sociale et professionnelle, notamment pour les victimes de mines.